

**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**11 Laurier Street / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0A1 / Noyau 0A1**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Procurement Strategies Division / Division des  
stratégies d'acquisition

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, 11C1

Phase III, Tower C

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> SERVICES D'AIDE TEMPORAIRE		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60ZN-110002/E		<b>Date</b> 2014-01-06
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60ZN-110002		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>File No. - N° de dossier</b> 002zn.E60ZN-110002	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$Zn-002-26501		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2013-10-24
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-01-10</b>		<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Riley, Stephanie		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 002zn
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-1678 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 997-2229
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> COMME INDIQUÉ DANS LES COMMANDES SUBSÉQUENTES		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

**CETTE MODIFICATION 006 A POUR BUT DE RÉPONDRE À DES QUESTIONS POUR LA DOC****QUESTIONS et RÉPONSES**

À la page 2 de la DOC modification 004

**Supprimer :****Réponse 013**

C'est exact. Conformément à l'article 3 de la partie 3, " Une entité juridique peut soumettre seulement : (i) une offre de l'entité juridique seulement ou (ii) une offre de l'entité juridique et une offre de l'entité juridique dans une coentreprise avec une autre entité juridique dont l'un des membres de la coentreprise est une entité juridique qui est conforme à l'Attestation du statut d'entreprise autochtone à la partie 5 - Attestations. Chaque offre doit être établie par un document physique distinct. Chaque offre sera évaluée indépendamment sans égard aux autres offres soumises et, par conséquent, chaque offre doit être complète en soi. Si une entité juridique participe à plus d'offres que ce qui est autorisé aux termes des conditions (i) ou (ii), le Canada peut exiger que l'entité juridique indique au Canada de quelles offres elle désire se retirer. "

Non, les titulaires de SAT existants ne peuvent pas bénéficier des droits acquis en tant que coentreprise dont aucun des membres n'est autochtone, conformément à l'Attestation du statut d'entreprise autochtone. Les SAT entreprennent une initiative d'approvisionnement nationale qui traitera de cette question de manière plus complète.

**Remplacer par ce qui suit :****Réponse : 013**

Pour la présente DOC, le Canada confirme qu'une entreprise peut soumettre une offre d'une entité juridique seulement ou d'une entité juridique formant une coentreprise. Le scénario ci-dessous illustre une présentation d'une offre, représentant une entité juridique seulement ou une offre pouvant être soumise par une coentreprise formant une entité juridique composée de membres non autochtones.

**Exemple :**

L'entreprise A (de façon indépendante) est considérée comme une offre individuelle; OU  
Les entreprises A et B en tant que coentreprise sont considérées comme une offre individuelle.

Les soumissionnaires souhaitant présenter des offres multiples (plus d'un) doivent se conformer aux modalités énoncées à l'article 3, Offres multiples, de la partie 3 qui énonce ce qui suit :

" Une entité juridique peut soumettre seulement : (i) une offre de l'entité juridique seulement ou (ii) une offre de l'entité juridique et une offre de l'entité juridique dans une coentreprise avec une autre entité juridique dont l'un des membres de la coentreprise est une entité juridique qui est conforme à l'Attestation du statut d'entreprise autochtone à la partie 5 - Attestations. Chaque offre doit être établie par un document physique distinct. Chaque offre sera évaluée indépendamment sans égard aux autres offres soumises et, par conséquent, chaque offre doit être complète en soi. Si une entité juridique participe à plus d'offres que ce qui est autorisé aux termes des conditions (i) ou (ii), le Canada peut exiger que l'entité juridique indique au Canada de quelles offres elle désire se retirer. "

Les offrans de SAT actuels qui sont titulaires d'une offre à commandes, d'un arrangement en matière d'approvisionnement sur les SAT en vigueur, ou les deux, et qui souhaitent conserver leur statut en fonction de leurs préqualifications actuelles, doivent respecter les exigences de la demande de soumissions. En présentant une soumission et en se conformant à l'ensemble des critères et des

attestations, après évaluation, de la présente demande de soumissions, les offrants actuels bénéficieront de droits acquis.

**Question 018**

Pouvons-nous transmettre notre soumission pour la DOC et la DAMA dans un seul envoi?

**Réponse 018**

Un offrant peut regrouper les deux soumissions dans un seul et même dossier. Cependant, les soumissionnaires doivent clairement indiquer qu'il y a deux propositions et quelle proposition correspond à quelle demande, en précisant le numéro de l'invitation sur les propositions.

**Question 019**

Après avoir lu la demande de soumissions susmentionnée, nous vous demandons de répondre aux questions suivantes :

- a. Le Canada peut-il confirmer si une clause de limitation de la responsabilité sera incluse dans toute offre à commandes ou commande subséquente?
- b. En ce qui concerne la partie 7, section 7A - Offre à commandes, partie 3.1, 2005 (2012-11-19) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, clause 10 (2011-05-16) Publication des renseignements de l'offre à commandes et clause 09 (2012-03-02) Divulgaration des renseignements des Conditions générales 2005, le Canada pourrait-il préciser dans quelles conditions il s'attendrait à diffuser/serait tenu de diffuser les prix unitaires du fournisseur dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement?

**Réponse 019**

- a. Tous les titulaires actuels d'une d'offre à commandes pour des SAT et les nouveaux offrants doivent se conformer aux exigences relatives aux assurances énoncées dans la DOC E60ZN-110002/E, partie 6, article 3 et à l'annexe F - Exigences en matière d'assurance, avant la publication d'une offre à commandes portant sur les SAT et de toute commande subséquente à une offre à commandes applicable à la limitation de la responsabilité.
- b. Le Canada publie les prix unitaires (tarifs horaires fermes), y compris l'information sur l'entreprise (p. ex. le nom du fournisseur, l'adresse, le numéro de télécopieur/téléphone de l'entreprise, le numéro d'entreprise - approvisionnement, l'adresse de courriel, les classifications et le niveau d'expertise), de tous les offrants qualifiés dans le système en ligne pour les SAT. Les prix unitaires peuvent être consultés par les utilisateurs désignés autorisés du ministère fédéral et les offrants qualifiés.

Veuillez consulter la question et réponse 015 de la modification 004 de la DOC.

**TOUTES LES AUTRES CLAUSES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**